

Commune de Saint-Just

DELIBERATION 43/2016: Révision de la Taxe d'Aménagement

Par délibération en date du 29 novembre 2011, la commune a décidé d'instituer la Taxe d'Aménagement qui est due pour tous les bénéficiaires des autorisations de construire pour les constructions, extensions et les installations ou aménagement soumis à autorisation d'urbanisme.

En application de l'article L 331-14 du code de l'urbanisme, le taux de cette taxe peut être fixé par le conseil municipal entre 1 et 5%.

Il est proposé d'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2017 un taux de 3% sur l'ensemble du territoire de la commune.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité :

- D'adopter un taux de 3% pour la Taxe d'Aménagement sur l'ensemble du territoire communal
- La présente délibération est valable pour une durée de 1 an. Elle sera reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'est pas adoptée.
- Conformément à l'article L331-14 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures d'affichage en mairie conformément aux dispositions des articles L2121-24 et L2131-1 du code général des collectivités territoriales.

DELIBERATION 44/2016 : Abris de jardin – Exonération de la Taxe d'Aménagement

Monsieur le Maire propose d'exonérer en totalité de la Taxe d'Aménagement les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L331-9

Vu la délibération du 4/2004 instituant la Taxe Locale d'Equipeement sur le territoire communal,

Vu la délibération 50/2011 instituant la Taxe d'Aménagement (remplaçant la TLE) sur l'ensemble du territoire communal,

Vu la délibération 45/2016 appliquant le taux de la Taxe d'Aménagement à 3%,

Considérant que les abris de jardin soumis à déclaration préalable peuvent, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, être exonérés en tout ou partie de la taxe d'aménagement par les organes délibérants des communes.

Après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité,

- Les abris de jardins soumis à déclaration préalable sont exonérés en totalité de la Taxe d'Aménagement à compter du 1^{er} janvier 2017.